

12 novembre 2011

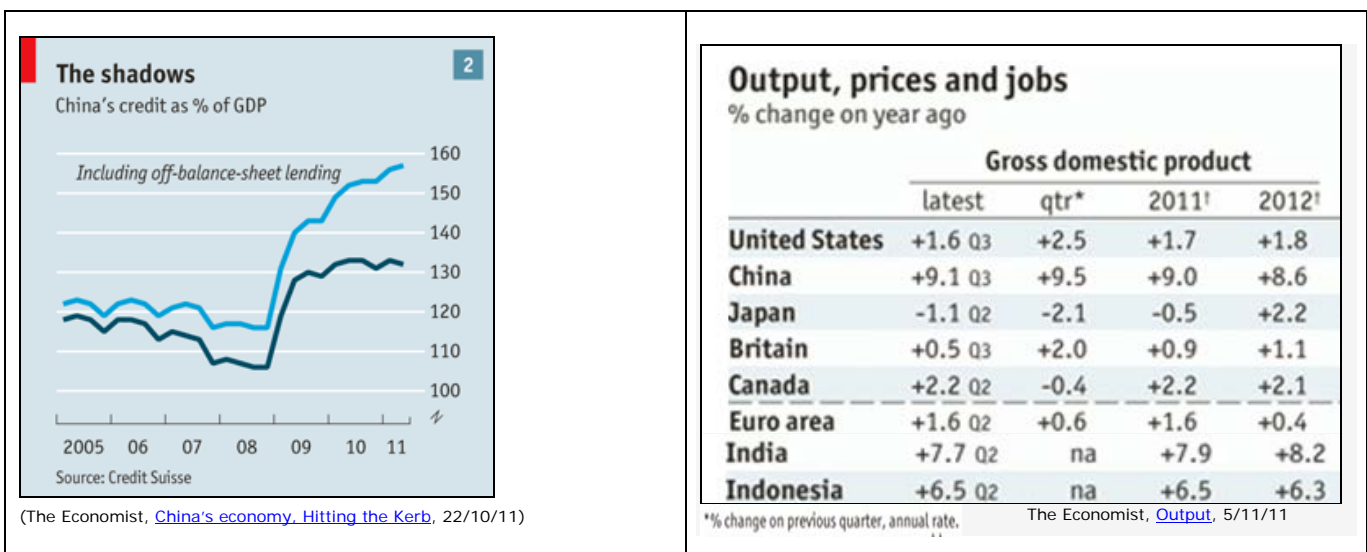
La signification historique d'un monde embourbé dans la dette

Il n'y a pas que l'Europe qui ploie sous le fardeau de la dette. Aux ÉU, la dette publique a pris le relais de la dette privée. La Chine, peu endettée au moment de la dernière crise, a rattrapé à grande vitesse le terrain perdu, si l'on peut dire, pour sauver le monde capitaliste et se sauver avec lui. Cette fois-ci, donc, l'endettement du monde est général. Pour en comprendre les conséquences, il faut saisir le mécanisme de la logique de la dette. Ce n'est pas pour rien que, du moins dans le monde occidental, les grandes crises des modes de production, de la société gentilice grecque jusqu'au capitalisme néolibéral, ont été règle générale déclenchées par une crise de la dette, d'abord privée puis publique. Pour s'en sortir, l'abolition de la dette a toujours été nécessaire, ce qui aujourd'hui entraîne inexorablement la transformation du système financier en service public.

Le retour des sombres nuages de la crise... jamais vraiment partis

La financiarisation du capitalisme a causé l'endettement généralisé des entreprises, surtout financières, des ménages et finalement des gouvernements des pays centraux, particulièrement aux États-Unis et en Grande-Bretagne, les deux centres nerveux de la finance mondiale, où le déficit chronique du compte courant souligne en plus un croissant endettement national. Cet endettement outrancier a certes permis pendant une génération, l'ère néolibérale, de maintenir une demande solvable poussive dans les pays impérialistes, aux dépens de ceux victimes des « *programmes d'ajustement structurel* » du FMI, tout en rétablissant le taux de profit gangrené par la *stagflation* des années 1970, fin peu glorieuse des *trente glorieuses* (1945-1975). Politiquement, il a permis de sauvegarder l'ordre mondial ébranlé par la chute du mur de Berlin au prix de la multiplication d'invasions et d'interventions guerrières dans le monde arabo-musulman et en Afrique noire.

Lors de la crise économique 2007-2009, qui apparaîtra de plus en plus comme la première phase de la longue et profonde crise du capitalisme néolibéral, les grandes puissances impérialistes se sont tirées d'affaire en sauvant les banques à coup de billions de dollars sur le dos des peuples. Elles ont aussi entraîné les pays émergents, en premier lieu la Chine, dans le même sillage de l'endettement démesuré de sorte que ces pays sont devenus, pour le moment, la locomotive productive du monde :



Il a bien fallu faire place aux nouveaux arrivants dans le directoire du concert des nations en substituant le G-20 au G-8 mais sans, jusqu'ici, le faire au prorata de leur importance économique dans les organes exécutifs de nature économique détenant un pouvoir réel que sont le FMI, la

Banque mondiale et même, en termes de rapport de force, au sein de l'OMC. De par la grâce de la finance et de par l'hégémonie monétaire du dollar, Wall Street, secondé par la City, restent au cœur stratégique de l'économie mondiale. Plus que la production des produits et services, sa base en devient le savoir marchandisé sous forme de brevets et de marques de commerce, toujours sous l'emprise du *vieil impérialisme*. Comme l'enlisement de l'interventionnisme du *vieil impérialisme* s'est conjugué à celui de son économie, les puissances émergentes sont en mesure de lui disputer le règlement des conflits mondiaux, des rivalités commerciales et des déséquilibres écologiques lesquels s'enveniment sans cesse faute de solution commune. Reste que la puissance militaire étasunienne, même affaiblie, demeure incontestée.

Cependant,

« [I]a frénésie de prêts qui a sauvé l'économie chinoise de la crise financière de 2008 a mené à l'inflation, à un marché immobilier hors de prix et à des dettes en hausse dues en particulier par les gouvernements locaux. Alors que le gouvernement en venait à maîtriser ces problèmes de longue date, deux nouveaux se sont présentés : un ralentissement des exportations, notamment vers l'Europe, et une série inquiétante de faillites parmi les petites entreprises... » (The Economist, [China's economy, Hitting the Kerb](#), 22/10/11, ma traduction).

De sorte que

« [m]ême si l'Europe est fortement touchée, la crise ne se limite pas à l'Union européenne : presque toutes les économies des pays les plus industrialisés sont dans un état quasi comateux. Selon les pays, le chômage reste très élevé ou augmente. Même dans les pays dits « émergents », y compris les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), la forte croissance tend à fléchir. Les Bourses de la planète, à quelques exceptions près, ont chuté fortement en 2011 (entre le 1er janvier et 15 octobre 2011, -15% dans la zone euro, au Japon et en Chine ; -4% aux Etats-Unis ; -8% en Grande-Bretagne ; -22% au Brésil ; -19% en Russie ; -17% en Inde). L'or, valeur refuge en temps de crise, a fortement grimpé (+20% entre janvier et octobre 2011). » (Eric Toussaint, [La crise bien au-delà de l'Union européenne](#), CADTM, 18/10/11)

J'ai analysé ailleurs la crise de 2007-2009 ([La comparaison avec la crise de 1929-1933 est pertinente](#), Hussonet, 24/10/08) que complète un diaporama ([La crise économique, pourquoi, comment la contrer ?](#), ATTAC-Québec, 16/04/08) et celle en cours de la zone euro ([Le vampire financier, sauvé par ses victimes, en redemande](#), Hussonet, 5/11/11). Le responsable du site ESSF en tire les conclusions en termes d'alternative anticapitaliste, du moins pour l'Union européenne :

« Si la dette occupe aujourd'hui une place si centrale, c'est parce qu'elle constitue un aspect clé de la crise financière dans l'Union européenne ET parce qu'elle montre à quel point la gouvernance de l'UE se trouve sous l'ombre des pouvoirs financiers ET parce qu'elle est devenue le principal argument pour justifier des politiques antipopulaires destructives ET parce que la dette au Nord n'est pas plus légitime qu'au Sud : la crise financière est le produit des dynamiques induites par la mondialisation capitaliste et la dette est le produit des politiques néolibérales (avec une réduction sèche des revenus – impôts et taxes – à la suite de tous les cadeaux fiscaux faits aux riches, aux grands actionnaires, etc.). [...] L'une des clés est la façon d'articuler audit citoyen, moratoire et annulation [de la dette publique]. [...] Dans ce cadre, la constitution d'un pôle financier public répondant à la logique du service public (à l'opposé de celle imposée par les marchés et rentiers) représenterait une réponse efficace à l'actuelle crise financière. » (Pierre Rousset, [Sur la crise de l'Union européenne et la dynamique des résistances](#), ESSF, 27/10/11)

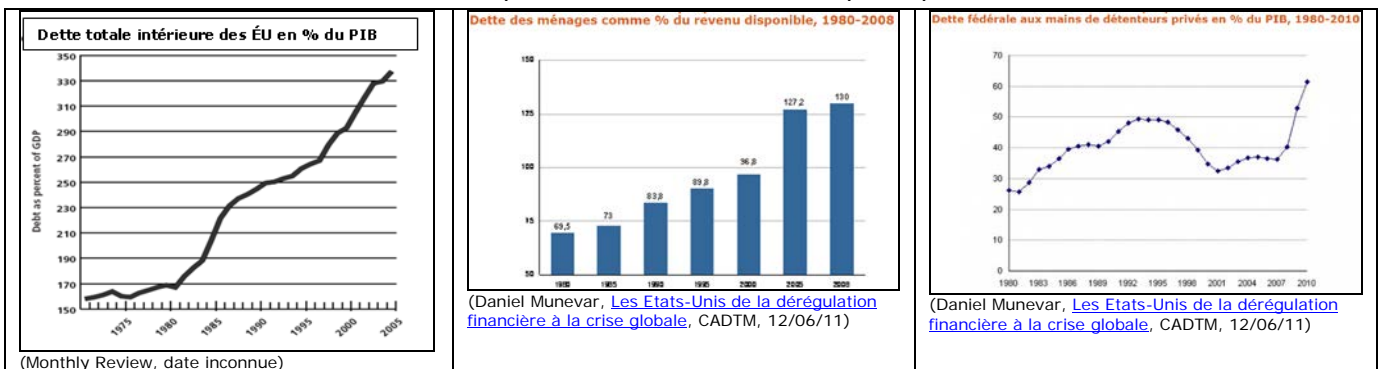
Est-ce si différent ailleurs ? Le graphique ci haut montre l'explosion de l'endettement interne de la Chine lequel, après le coup de fouet de 2008, continue à sérieusement augmenter, en termes de PIB, grâce aux opérations hors bilan (*shadow banking*) que le gouvernement chinois ne peut ou ne veut pas contrôler. Certes, à un taux de croissance anti-écologique de 8 à 10%, cet endettement est parfaitement digestible. Qu'en serait-il advenant un soudain arrêt du moteur exportateur, comme cela est brièvement survenu en 2008, qui se répercuterait sur le faramineux taux d'investissement chinois ? Le gouvernement chinois serait-il encore une fois en mesure de relancer en grande vitesse l'endettement national ? Plus un pays est endetté, tous secteurs confondus, plus un ralentissement économique frappe fort.

Pour comprendre, supposons l'exemple simpliste d'un pays dont le revenu national est de 50 milliards (50 G), le service total de la dette de 20% du revenu national, le taux d'intérêt de 10%, le taux d'épargne nul et les soldes commercial et du compte courant nuls. Supposons un taux de croissance du revenu national de 4% l'an soit 2 G. Si l'économie nationale emprunte à l'extérieur 20 G, dont 80% va à la consommation (16 G) et 20% à l'investissement (4 G), la croissance du PIB

sera non pas de 2 G mais de 5.6 G, soit 4 G de nouveaux investissements et 1.6 G de croissance initiale car 0.4 G doit dorénavant être consacré au service de la dette extérieure (et le solde de la balance commerciale sera de 16 G et celui du compte courant de 16.4 G). Si ensuite aucun nouvel emprunt n'est encouru, la croissance du PIB sera non plus de 2 G mais de 1.6 G, (en fait un peu plus étant donné l'effet des nouveaux investissements).

Supposons que la deuxième année la croissance initiale devienne nulle, disons, à cause d'une chute soudaine des exportations. Comme l'intérêt doit continuer à être payé, la croissance sera de -0.4 par rapport à plus +2.0 de l'année zéro et de +16.4 de l'année 1. On devine la nécessité politique de la spirale de la dette, mais aussi sa nécessité économique. Derrière cette logique formelle, il y a la logique réelle de l'accumulation du capital. Sans croissance, les profits ne peuvent s'investir. Il ne suffit pas de remplacer l'emprunt, il en faut un nouveau. S'il ne s'agissait que de maintenir l'industrie de la construction et celles de l'équipement et de la machinerie, le renouvellement de l'emprunt pourrait suffire. Mais le cycle du capital supprime, au-delà de l'amortissement, le profit que la loi de la concurrence condamne à l'accumulation. L'équilibre capitaliste, c'est une bicyclette qui doit rouler de plus en plus vite.

S'il y a une économie sur laquelle pèse une lourde dette croissante, c'est bien celle des EU. À la dette privée, dont la croissance relative au PIB avait été fulgurante depuis le début de l'ère néolibérale, qui reste très élevée malgré l'arrêt brutal de sa croissance par la crise s'ajoute maintenant la croissance tout aussi phénoménale de la dette publique :



Quant aux dettes des banques et zinzins, principaux responsables de l'explosion de la dette, En octobre 2010, le coût total du sauvetage financier avait atteint les 7 800 milliards de dollars. (Daniel Munevar, [Les Etats-Unis de la dérégulation financière à la crise globale](#), CADTM, 12/06/11)

Une forte proportion du financement de cette dette provient de l'extérieur. La dette externe « dépasse 14 000 milliards de dollars c'est-à-dire 10 fois l'ensemble du total de la dette extérieure publique des pays en développement... ». Ce tour de force n'est possible que parce que « tout le reste de la planète leur prête de l'argent. Les Chinois prêtent aux États-Unis en achetant des titres du trésor des États-Unis, pour un montant de 1 500 milliards de dollars, le Japon lui, prête pour 1 000 milliards de dollars, il y a aussi des pays en développement... » (Éric Toussaint, [La dette des USA et de l'Afrique : deux poids, deux mesures](#), CADTM, 31/07/11). Les États-unis étant l'hégémon mondial que sont loin d'être la Grèce et l'Italie, et le dollar étant la monnaie de compte mondiale que l'euro n'a jamais été, les taux d'intérêt de la dette étasunienne restent ridiculement bas.

Paradoxalement, plus le monde devient en chamaille, d'autant plus que cette fois l'Europe en est l'origine, plus la dette publique étasunienne devient le grand refuge et, par le fait même, la clef de voûte des grands équilibres économiques mondiaux. Le yuan chinois, adossé à plus de trois billions sans cesse croissant de réserve de change ferait l'affaire autrement mieux qu'une monnaie atteinte d'un important déficit chronique du compte courant, il est vrai atténué par la baisse prononcée de la croissance de la demande intérieure étasunienne. Toutefois, son rayonnement commercial et financier de même que la force économique et militaire de la Chine ne sont pas encore au rendez-vous. Inséré dans les mailles de cette contradiction, l'or prospère, aux aguets.

De la réforme de Solon à la révolution bolchevique en passant par la révolution française

Que la Grèce soit aujourd'hui le point nodal de la crise de la dette, tout comme la bourgeoisie allemande soit le fer de lance de l'offensive du capital financier, résonnent de rappels historiques :

« 65 ans après la défaite du nazisme et du fascisme, les peuples européens sont aujourd'hui confrontés à [...u]n nouvel « Empire de l'Argent » [...] Ils ont commencé par la Grèce, l'utilisant comme cobaye, pour se tourner ensuite vers les autres pays de la périphérie européenne, et progressivement vers le centre. L'espoir de quelques pays européens d'y échapper finalement prouve que les leaders européens sont face à la menace d'un nouveau "fascisme financier", auquel ils ne répondent pas mieux que face de la menace d'Hitler dans l'entre-deux-guerres. [...]

Dans l'Antiquité, l'abolition par Solon des dettes qui forçaient les pauvres à devenir esclaves des riches, appelée la réforme Seisachtheia, posa les bases qui allaient conduire à l'émergence, dans la Grèce antique, des idées de démocratie, de citoyenneté, de politique et d'Europe, et d'une culture européenne et mondiale. » (Mikis Theodorakis, Manolis Glezos et al, [Appel commun pour sauver les peuples d'Europe](#), ESSF, 31/10/11)

Si la « révolution de Solon » fut à l'origine de la civilisation occidentale, elle en marqua aussi les limites :

« Jusqu'ici, toutes les révolutions ont été des révolutions pour la protection d'un certain genre de propriété contre un autre genre de propriété. Elles ne peuvent pas protéger l'un sans léser l'autre. [...] ...dans la Révolution de Solon, ce fut la propriété des créanciers qui dut faire les frais, au profit de la propriété des débiteurs. Les dettes furent simplement annulées. [...] Au lieu d'exploiter, à la façon brutale des débuts, ses propres concitoyens, on exploita surtout les esclaves et la clientèle non athénienne. La fortune mobilière, la richesse monétaire et la richesse en esclaves et en navires augmentaient toujours, mais elles n'étaient plus un simple moyen d'acquérir des biens-fonds, comme aux temps primitifs et bornés; elles étaient devenues un but en soi. » (Friedrich Engels, Genèse de l'État athénien, [L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État](#), Archives marxistes, 1884)

La république romaine naquit d'un processus semblable mais plus complexe où les plébéiens, à force de luttes, furent intégrés à la cité des patriciens moyennant un expansionnisme conquérant qui fut la matrice du développement du commerce et de la guerre où l'élite plébéienne, les *chevaliers*, trouvèrent sources d'enrichissement et de pouvoir, en concurrence avec la propriété foncière esclavagiste de plus en plus concentrée de l'aristocratie sénatoriale. La fin de l'expansionnisme, faute de citoyens-soldats motivés et de centurions combattifs, en tarissant l'offre en esclaves inaugura la crise prolongée de ce système d'abord aux dépens de l'aristocratie foncière. Pour financer une armée de mercenaires et une bureaucratie devenues pléthoriques, le Bas Empire des *chevaliers* ruina les campagnes par une lourde fiscalité et par la dévaluation monétaire, forme primitive de la dette publique comme emprunt forcé... non remboursable.

Après la dévaluation généralisée qui mit la pagaille dans tout le système d'échange, Constantin ne dévalua que la monnaie de bronze du peuple par rapport à une monnaie d'or stable pour le grand commerce. (La dévaluation moderne de la monnaie papier et électronique par rapport à l'or découle de la même logique malgré le garde-fou d'un dollar de plus en plus fragile.) Au peuple il octroya la consolation du christianisme et son encadrement par la lourde bureaucratie ecclésiastique. L'aristocratie en profita pour reprendre le dessus en se dispensant d'impôt, elle et ses « *colons* » pré-serfs attachés à la glèbe, et en avalant petits et moyens propriétaires écrasés de dettes pour payer l'impôt et sans protection d'une milice pour se protéger des bandes de paysans ruinés et d'esclaves en fuite, ce dont était capable la grande *villa* préfigurant le château féodal. S'ensuivit l'affaiblissement de l'armée, faute de moyens, ce qui livra la partie occidentale de l'Empire à l'invasion des tribus germaniques qui apportèrent la vassalité entre chef de guerre et sa suite pour compléter le paradigme féodal.

Si la crise de la féodalité vit réapparaître le truc de la dévaluation de la monnaie métallique, les progrès de la productivité du travail agricole et artisanale, grâce à l'initiative des serfs et artisans demi libres, permirent un développement de l'échange monétaire donnant lieu à l'accumulation de grandes fortunes marchandes disponibles pour le prêt à grande échelle aux grands féodaux. Si l'époque primitive de cette nouveauté donna lieu aux tueries des créanciers en guise de paiement — le « *roi maudit* » Philippe le Bel, dit aussi « *faux-monnayeur* » anéantit l'ordre du Temple, ses créanciers, tout en se brouillant avec la papauté pour imposer le clergé — la royauté absolue en vint à les rembourser pour ne pas s'aliéner la bourgeoisie montante dont elle devint financièrement dépendante. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui la dette publique institutionnalisée sauve la dette privée car c'est elle qui est à l'origine du système financier

moderne... ce qui laisse deviner qu'on ne peut pas contrôler ou supprimer l'une sans faire de même pour l'autre :

« Dès l'aube de l'Etat moderne, le déficit public résultait du financement des activités militaires ou coloniales déterminantes pour l'expansion commerciale nécessaire au développement de l'économie mercantiliste naissante. [...] Avec la dette publique, l'Etat et de manière indirecte toute la communauté par le biais des impôts ou des coupes dans les dépenses sociales ont donc été parmi les principaux bailleurs de fonds de l'ensemble du marché financier international à l'origine le secteur bancaire national puis le secteur bancaire privé, les compagnies d'assurances, les fonds d'investissements, etc ». (Dario Di Nepi, [L'imposture de la dette publique italienne](#), CADTM, 23/06/11)

Toutefois, si la pérennité de la dette publique, et son corollaire l'impôt direct des sujets, en vint à sortir la féodalité de sa crise initiale en permettant l'émergence et la consolidation de la monarchie absolue, tout comme la dévaluation monétaire systématique et l'impôt avait stabilisé le Bas-Empire romain après la crise du III^{ème} siècle, son débordement à partir du règne de Louis XIV fit tant et si bien qu'elle fut à l'origine du renversement du féodalisme :

« L'absolutisme du XVIII^{ème} siècle se tourna de plus en plus vers des emprunts publics... [...] Le groupe le plus riche au sein de la classe capitaliste française restait celui des financiers qui, avec leurs investissements spéculatifs, récoltaient les énormes bénéfices des contrats avec l'armée, des fermes ou des emprunts royaux. [...] En 1788... le paiement des intérêts se montant à près de cinquante pour cent des dépenses courantes... que les derniers ministres de Louis XVI... se résolurent à prélever un impôt sur les propriétés foncières de la noblesse et du clergé [qui résistèrent à travers les parlements]. Finalement, capitulant devant les parlements qui exigeaient la réunion des états généraux avant d'accorder toute réforme fiscale [espérant piéger le tiers état qu'elle introduisait ainsi dans la bergerie, NDLR], elle convoqua les trois ordres au moment où les récoltes désastreuses entraînaient une pénurie de céréales, où le taux de chômage était très élevé et où grandissait la misère du peuple — en 1789. La réaction de l'aristocratie contre l'absolutisme aboutit donc à la révolution bourgeoise qui le renversa. [...] La crise financière qui déclencha la révolution de 1789 fut provoquée par l'incapacité de l'État d'imposer la classe qu'il représentait. » (Perry Anderson, L'État absolutiste, I – L'Europe de l'Ouest, Éditions François Maspero, Paris, 1978, pages 116-117)

On retrouve enfin la question de la dette publique au centre de la première crise mondiale de remise en question de la domination capitaliste :

« Voyez les dettes d'État. Nous savons que les dettes des principaux États européens ont augmenté, de 1914 à 1920, au moins sept fois. [...] Keynes en est arrivé à cette conclusion qu'avec le traité de Versailles, l'Europe et le monde vont à la banqueroute. Il a donné sa démission; il a jeté son livre à la face de son gouvernement et dit : "Vous commettez une folie". [...] Aucun gouvernement ne saurait accepter de les régler, pour la bonne raison qu'elles ne représentent que les intérêts usuraires de ce qui a déjà été payé une vingtaine de fois, et ce même bourgeois Keynes, qui n'a nulle sympathie pour le mouvement révolutionnaire russe, le dit : "Il est clair qu'il n'est pas possible de tenir compte de ces dettes." [...] ...nous ne partageons pas les conceptions de Keynes et des autres pacifistes petits-bourgeois. Nous pensons que pour obtenir l'annulation des dettes, il leur faudra trouver quelque chose d'autre et travailler dans une direction quelque peu différente de celle qui consiste à compter sur la "générosité" de Messieurs les capitalistes. » (Lénine, [Rapport sur la situation internationale, II^o congrès de l'Internationale Communiste](#), Archives marxistes, 1920)

Un rendez-vous avec l'histoire, ses balbutiements comme ses nouveautés

De cette esquisse des crises de transition des modes de production en Occident se dégagent certaines constantes :

- Du moment qu'apparaît l'échange monétaire, la croissance des inégalités marquant toujours les crises systémiques engendrent un endettement pléthorique qui devient de facto impayable.
- Au fur et à mesure du développement de l'État, avec son appareil répressif et sa bureaucratie contrôleuse, la dette publique devient centrale et déterminante.
- Les crises systémiques multiplient répression policière, guerres et contrôle économique étatique lesquels se répercutent sur l'appareil d'État qui s'enfle démesurément, et donc sur la dette publique.
- Les crises systémiques s'ouvrent par des coups de barre à froid (par exemple Solon, Septime Sévère, Philippe le Bel, Lénine ?) ensuite remis en question.

- La crise systémique connaît un répit sous forme de pouvoir *césarien* (Pisistrate, Constantin, Louis XIV, *trente glorieuses* ?) avant de connaître son dénouement.
- La crise finale provient de l'aveuglement de la classe dirigeante en fin de règne qui, nostalgique d'un *âge d'or*, rejette l'État tentaculaire et coûteux tout en refusant la moindre réforme.

La crise du capitalisme, cependant, annonce la possibilité de l'abolition de toute propriété des moyens de production, et peut-être même des moyens de consommation durables, et non pas le remplacement d'un type de propriété par un autre. Sa dynamique ferme la porte à l'apparition et au développement d'une classe exploiteuse alternative durant la crise de transition, laquelle finissait par prendre le pouvoir en s'appuyant sur le peuple après que l'approfondissement de la crise systémique avait miné un temporairement stable pouvoir de type césarien en équilibre entre la nouvelle classe dirigeante et l'ancienne dont il était issu et dont il était le dernier rempart. Contrairement aux crises transitoires anciennes, celle du capitalisme est mondiale et concerne les grands équilibres écologiques. Elle apparaît de plus en plus comme une crise de la civilisation humaine, le refus de solutions durables comme un crime contre l'humanité.

Après sa crise initiale lors de la Première guerre mondiale, la bureaucratie s'est présentée comme une classe dirigeante alternative. En plus de peupler, suite à la concentration et à la centralisation du capital accélérées par la crise, les oligopoles et les transnationales, elle a surtout fait son nid dans les envahissantes structures étatiques et paraétatiques et même, tel un cheval de Troie, pris le contrôle des organisations ouvrières. Elle a pu réussir à momentanément diriger un bon tiers de la planète par la subversion des premières tentatives de révolution anticapitaliste après les Première et Deuxième guerres mondiales, celles-là affaiblies par l'échec de leur généralisation aux pays impérialistes corrompus par les surprofits de l'échange inégal et de la dette extérieure. L'effondrement du mur de Berlin a révélé que la bureaucratie n'était pas une nouvelle classe exploiteuse capable de progrès social par le moyen de la planification verticaliste et de l'innovation technologique, à l'exception passagère de celle spatiale, mais une caste parasite, gaspilleuse et répressive.

Le prolétariat mondial est dorénavant face à lui-même, sans sauveur, sans intermédiaire. Première tâche : renverser le capital en commençant par le commencement, l'expropriation immédiate et sans compensation des banques et zinzins et de leurs actifs de dettes qui prennent l'humanité en otage. Deuxième tâche, combinée à la première : se débarrasser de la chape de la bureaucratie devenue nue comme l'empereur de l'histoire et incapable de livrer le moindre progrès social. *Hic Rhodus, hic saltus!*

Marc Bonhomme, 12 novembre 2011

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca